



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

attentats du 13 novembre 2015

Question au Gouvernement n° 1374

Texte de la question

ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE 2015

M. le président. La parole est à M. Pacôme Rupin, pour le groupe La République en marche.

M. Pacôme Rupin. Monsieur le Premier ministre, il y a trois ans aujourd'hui, l'innommable frappait la France et Paris en son cœur : un stade – le Stade de France –, une salle de concert mythique – Le Bataclan –, des bistrots parisiens comme nous les aimons tant – Le Carillon, Le Petit Cambodge, La Bonne Bière, La Casa Nostra, Le Comptoir Voltaire et La Belle Equipe. Nos concitoyens y ont été sauvagement attaqués par des fanatiques de Daech, aveuglés par une idéologie mortifère.

Aujourd'hui, toutes nos pensées vont à ces 130 innocents qui aimaient Paris, et plus que tout la liberté dans notre pays, et qui sont morts, fauchés par des assassins. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et SOC. – Mme Delphine Batho applaudit également.*) Nous pensons aux 400 blessés, aux témoins, aux familles, aux amis, aux pompiers, aux forces de l'ordre, à ces milliers de vies marquées à jamais par quelques fous qui ne supportaient pas notre joie de vivre.

Les attentats nous ont enseigné la résilience. Depuis trois ans, la vie à Paris a repris son cours. Nous continuons à nous retrouver dans l'ambiance chaleureuse des bistrots et de leurs terrasses. Nous continuons à profiter de toutes les formes d'expression des artistes, aux concerts et dans les théâtres. Nous continuons à nous enflammer pour les matchs de football, et Paris a retrouvé ses liesses populaires les soirs de victoires de notre équipe de France pendant la Coupe de monde.

Mais l'inquiétude est toujours là, dans nos esprits. L'État répond présent. Des milliers de gendarmes, de policiers et de soldats sillonnent nos territoires pour nous protéger.

Nos services de renseignement scrutent et déjouent la menace quotidiennement. Nos forces armées ont contribué à défaire l'État islamique. Nous leur rendons hommage.

Monsieur le Premier ministre, depuis votre prise de fonction, la lutte contre le terrorisme est votre priorité.

M. Sébastien Chenu. Quel terrorisme ? (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Pacôme Rupin. Pouvez-vous, devant la représentation nationale, en ce jour de mémoire des attentats du 13 novembre 2015, nous assurer que tous les moyens sont mis en œuvre afin d'éviter que de tels drames se reproduisent ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Monsieur Rupin, ce matin, avec vous-même et de nombreux élus issus de toutes les formations politiques représentées au Parlement,...

M. Claude Goasguen. Très bien !

M. Edouard Philippe, Premier ministreà Saint-Denis puis en plusieurs lieux de Paris, nous avons commémoré les attentats – plus exactement, nous avons essayé de témoigner de l'hommage de la nation victime et du soutien de la République à ceux qui continuent à vivre sans les victimes. Ces hommages successifs m'ont frappé par la très grande dignité dont ont fait preuve tant les familles de ceux qui ont vécu directement les attaques – les pompiers, les médecins, les policiers intervenus en premier et les bénévoles, simples citoyens confrontés à l'horreur et ayant apporté une aide, qui demeurent très profondément marqués par l'horreur qu'ils ont vécue.

Le 13 novembre 2015, ces terroristes islamistes...

M. Sébastien Chenu. Voilà !

M. Edouard Philippe, Premier ministresouhaitaient porter un coup à ce que nous sommes, à notre liberté, à notre façon de vivre, à notre sens de la fête, de la polémique et du débat, à ce que nous sommes très profondément, et que nous ne voulons pas changer, mais que nous voulons continuer à être. Confronté à ces attentats, notre pays a su prendre les décisions qui s'imposaient, consacrant les moyens nécessaires en vue d'élever progressivement son niveau de vigilance et sa capacité à prévenir de telles attaques.

Je ne dirai jamais – jamais ! – que nous pouvons garantir aux Français le risque zéro. Cela serait absurde, et surtout faux. Nous vivons toujours dans une période de menaces, que je ne méconnaissais à aucun instant, et que M. le ministre de l'intérieur ainsi que M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur connaissent parfaitement, prenant jour après jour des mesures avec un engagement total, à la hauteur de celui des forces de sécurité.

Nous ne pouvons pas affirmer que le risque zéro existe, mais nous pouvons garantir aux Français – grâce aux mesures d'organisation et de recrutement que nous avons prises, grâce à l'augmentation des budgets que nous avons consentie – que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour prendre cette menace incroyablement au sérieux et y apporter des réponses à la hauteur des enjeux.

Ne nous y trompons pas : ce qui était attaqué il y a trois ans, ce n'était pas la solidité de nos institutions ni la pérennité de la République ; c'était nous, la France, les Français, la liberté, l'égalité, la fraternité. Voilà ce qui était attaqué.

Mesdames, messieurs les parlementaires, nous allons consacrer, comme nous le faisons depuis 2015 et pour longtemps encore, tous nos moyens, tout notre enthousiasme et toute notre détermination à répondre aux angoisses des Français, et nous donner les moyens de lutter et de prévaloir définitivement sur le terrorisme.
(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM, LR, SOC, GDR, LT et FI.)

Données clés

Auteur : [M. Pacôme Rupin](#)

Circonscription : Paris (7^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1374

Rubrique : Terrorisme

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [14 novembre 2018](#)